LE RUBICON

Brésil : la réélection de Lula, une résistance démocratique réelle mais fragile

Júlia Castro John | 20 novembre 2026 | ARTICLES



Le Brésil a récemment opposé un démenti au fatalisme qui accompagne la progression de l'extrême droite dans le monde. Le 25 octobre, Luiz Inácio Lula da Silva a été réélu président avec 51,79 % des suffrages valides contre 48,21 % pour Flávio Bolsonaro, soit environ 4,4 millions de voix d'avance. Trois semaines plus tôt, il avait fini deuxième du premier tour (45,16 % contre 47,03 %), plus de 2,2 millions de voix derrière son adversaire, et les sondages les donnaient au coude-à-coude.

Le résultat a été salué bien au-delà du Brésil. Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, y a vu une victoire de « la démocratie et du multilatéralisme » ; Pedro Sánchez, président du gouvernement espagnol, a affirmé que ce qui s'est passé au Brésil « se produira en Espagne ». Le président états-unien Donald Trump a, de son côté, jugé que le scrutin « avait l'air d'une nouvelle élection truquée », tandis que Flávio Bolsonaro refusait de reconnaître sa défaite. Le Parti libéral (PL), celui des Bolsonaro, a reconnu le résultat, sans que le candidat ne l'ait fait lui-même. Le 27 octobre, la presse brésilienne et internationale a rapporté que Flávio Bolsonaro avait fui le Brésil pour les États-Unis, ce que l'intéressé a confirmé dans sa lettre du 28 octobre.

Si la victoire de Lula peut être lue comme un signe de sursaut démocratique, en ce qu'elle freine l'avancée de l'extrême droite et fait obstacle à des ingérences états-uniennes en Amérique latine, il convient de se demander ce que sa réélection révèle des capacités et des limites de la résistance démocratique au Brésil. Cette interrogation se pose à découvert : elle part d'une position assumée, selon laquelle le bolsonarisme fait courir un risque à l'ordre constitutionnel brésilien.

L'hypothèse défendue ici est celle d'une résistance réelle, mais fragile. Réelle, parce qu'une mobilisation populaire, réunissant des revendications sociales et la défense de l'autonomie du pays, a permis de faire barrage au bolsonarisme et de résister aux pressions états-uniennes. Fragile, parce que cette victoire n'efface ni les divisions sociales ni les rapports de force qui pèsent sur la démocratie brésilienne. Pour le montrer, nous reviendrons sur la journée électorale, puis présenterons les forces en présence, les pressions extérieures, les formes de participation suscitées par la campagne et les équilibres que la victoire ne remet pas en cause.

Le second tour : un résultat net, une défaite contestée

Le dimanche 25 octobre 2026, jour du second tour, a été marqué par des difficultés d'accès aux urnes. Les deux candidats ont demandé de prolonger le vote au-delà de 17 heures, horaire normal de fermeture des bureaux de vote, jusqu'à 19 heures ;

l'équipe de campagne de Lula invoquait les difficultés de transport ; celle de Flávio Bolsonaro, des difficultés liées aux fortes pluies. Alors que le Tribunal supérieur électoral (TSE) s'est abstenu de répondre à ces demandes, Cristiano Zanin, juge de la Cour suprême saisi par la voie d'une réclamation constitutionnelle, a accordé cette prolongation. Communiquée peu après 17 heures, la mesure a ensuite été limitée aux bureaux encore ouverts.

Flávio Bolsonaro a invoqué cette prolongation sans précédent pour contester le résultat. Pourtant, le TSE a recensé 34 393 votes enregistrés après 17 heures, alors que plus de 4,4 millions de voix séparent les deux candidats. Ces votes ne pouvaient donc pas modifier l'issue du scrutin. La prolongation avait, de surcroît, été demandée par les deux campagnes. Bolsonaro a ensuite déplacé sa contestation sur le terrain des conditions de la compétition électorale, accusant Lula d'abus de pouvoir politique et économique. Le 5 novembre, le TSE a accepté d'ouvrir une investigation à ce sujet. Ces contestations n'ont toutefois pas, à ce stade, remis en cause le résultat du scrutin. Les affrontements politiques se sont déplacés vers d'autres terrains.

Le soir même de la proclamation de la victoire de Lula, le juge de la Cour suprême Alexandre de Moraes, a ordonné au candidat battu de remettre ses documents de voyage pour prévenir une fuite. La mesure, demandée par la Police fédérale, s'inscrit dans le cadre d'une enquête déjà en cours sur des soupçons de blanchiment d'argent liés au secteur des paris en ligne. Ce dernier n'a pas respecté l'injonction judiciaire et a quitté le Brésil pour les États-Unis. Ses partisans présentent sa fuite comme un exil politique, alors qu'il quitte une démocratie où son camp conserve un poids considérable. Sa campagne a été menée librement, recueillant près de 60 millions de voix, et son parti disposera des groupes les plus nombreux dans les deux chambres du Congrès, dont son frère, Carlos Bolsonaro, et sa belle-mère, Michelle Bolsonaro, viennent d'être élus sénateurs.

Le bolsonarisme face à Lula : aux racines d'une polarisation

Battu à la présidentielle, le bolsonarisme sort néanmoins renforcé au sein des institutions. Ni la condamnation du père ni la défaite électorale du fils ne permettent donc d'annoncer son effacement. Jair Bolsonaro, ancien capitaine d'artillerie de l'armée de terre et président du Brésil de 2019 à 2022, a été condamné en 2025 à 27 ans et trois mois de prison pour une tentative de coup d'État dont le plan envisageait notamment l'assassinat de Lula, de son vice-président et d'un juge de la Cour suprême. Ses partisans avaient saccagé les sièges des trois pouvoirs – le Congrès national, le palais présidentiel et le Tribunal fédéral suprême – le 8 janvier 2023. Cette condamnation sanctionne des actes visant à renverser l'ordre constitutionnel, et non ses opinions extrémistes. Son fils, Flávio Bolsonaro, a cherché à présenter un visage plus modéré. Pourtant, dès 2025, alors qu'il n'était pas encore candidat, il affirmait que celui que soutiendrait la droite devrait garantir une grâce à son père, et il évoquait un possible « usage de la force » si la Cour suprême s'y opposait.

« Dieu, patrie, famille » était déjà le slogan de l'intégralisme, mouvement fasciste brésilien des années 1930. Le bolsonarisme le reprend en mêlant l'anticommunisme, la nostalgie de la dictature militaire, le discours sécuritaire, le conservatisme religieux et un négationnisme scientifique particulièrement manifeste pendant la pandémie de Covid-19. De plus, Jair Bolsonaro a tenu des propos racistes, a déclaré préférer un fils mort à un fils homosexuel et a glorifié la torture. En 2003 puis en 2014, il affirmait à une députée qu'il ne la violerait pas parce qu'elle ne le méritait pas. Sous sa présidence, l'affaiblissement des contrôles environnementaux a favorisé la déforestation et les atteintes aux territoires autochtones en Amazonie. Des groupes d'extrême droite, comme les cellules néonazies, auparavant marginaux, ont trouvé dans le bolsonarisme un espace politique plus large.

Face au bolsonarisme se tient Lula, ancien ouvrier, dirigeant syndical et cofondateur du Parti des travailleurs (PT). Président de 2003 à 2010, ses premiers mandats restent associés à une forte réduction de la pauvreté. Selon la Banque mondiale, la part de la population vivant dans la pauvreté extrême est passée de 22 % en 2003 à 7 % en 2009, tandis que les revenus des plus pauvres ont progressé sept fois plus vite que ceux des plus riches. Cette évolution tient à la revalorisation du salaire minimum, aux programmes sociaux d'aide aux plus pauvres et à la croissance économique. Revenu au pouvoir en 2023, Lula a vu le Brésil sortir de nouveau de la carte de la faim de l'Organisation des Nations unies (ONU) en 2025, après une première sortie en 2014, sous la présidence de sa successeure, Dilma Rousseff, et un retour sous Jair Bolsonaro. Durant les années de gouvernement du PT, le pouvoir judiciaire a également reconnu des droits que le Congrès n'avait pas consacrés. La justice a notamment permis aux couples de même sexe de se marier et autorisé l'interruption de grossesse en cas d'anencéphalie du fœtus, alors que l'avortement reste pénalisé au Brésil. Ces décisions ont rencontré des contestations conservatrices et ont fourni à des parlementaires comme Jair Bolsonaro des ressorts de mobilisation et une plus grande visibilité. Au conservatisme religieux sur les questions de genre et de sexualité se sont ajoutés les discours de lutte contre la corruption, le communisme, l'insécurité et la violence urbaine.

La violence urbaine, dont le combat relève principalement de la compétence des États fédérés, demeure en effet un motif d'insatisfaction envers le gouvernement fédéral et nourrit, chez une partie de l'électorat, un attrait pour les réponses autoritaires promises par le bolsonarisme. Lula devait également affronter l'usure de sa figure politique et le rejet d'un parti associé aux scandales de corruption, notamment l'affaire du *Mensalão* et l'opération *Lava Jato*. Le bolsonarisme a prospéré sur ce rejet. Lula lui-même a été condamné en 2017, dans le cadre de *Lava Jato*, par le juge fédéral Sergio Moro ; il a passé 580 jours en détention et a été écarté de la présidentielle de 2018. La Cour suprême a toutefois annulé ses condamnations en 2021 et reconnu la partialité du juge. Celui-ci, devenu ministre de la Justice sous Bolsonaro puis sénateur, a été élu gouverneur de l'État du Paraná dès le premier tour, le 4 octobre 2026. Le Comité des droits de l'homme de l'ONU a lui aussi conclu que Lula avait été privé d'un procès équitable et arbitrairement empêché de se présenter à la présidentielle de 2018, soulignant que l'annulation de ses condamnations en 2021 était intervenue trop tard pour prévenir ces violations et n'avait pas suffi à les réparer. L'exclusion de

Lula à la présidentielle intervenait deux ans après la destitution politique de Dilma Rousseff en 2016, accusée d'avoir maquillé les comptes publics. Les poursuites judiciaires liées à ces accusations ont depuis été classées sans suite à l'unanimité, faute d'avoir établi qu'elle avait commis un acte illégal. Ces épisodes marquaient les premières étapes d'une fragilisation de la démocratie brésilienne qui allait faciliter l'arrivée de Bolsonaro au pouvoir.

L'ingérence états-unienne : différents leviers de pression sur la démocratie brésilienne

Proche du trumpisme, auquel il emprunte son style de confrontation, le bolsonarisme a trouvé à Washington un appui qui a cherché à influer sur le scrutin, notamment en soutenant la campagne de Flávio Bolsonaro. Cet appui pourrait continuer à peser sur le nouveau mandat de Lula, par les plateformes numériques, les sanctions et les droits de douane, ou encore par l'accueil réservé à Flávio Bolsonaro.

Tout d'abord, l'espace public numérique dépend largement des grandes plateformes états-uniennes, telles que X ou celles possédées par Meta. Celles-ci organisent la communication politique et décident quels discours mettre en avant. D'un côté, en déterminant les conditions dans lesquelles les candidats peuvent atteindre les électeurs, elles exercent un pouvoir sur le débat démocratique que les institutions nationales peinent à contrôler et, de l'autre côté, elles facilitent la formation de bulles numériques, où les citoyens ne sont plus confrontés à des idées différentes des leurs, favorisant les mouvements de radicalisation.

La campagne a rendu tangible la dépendance à ces plateformes lorsque l'équipe de Lula a dénoncé des restrictions publicitaires ainsi que le fonctionnement de l'assistant d'intelligence artificielle de Meta. Selon sa plainte, l'assistant d'IA refusait certaines demandes de création d'images favorables à Lula tout en acceptant des demandes similaires concernant son adversaire. Saisie, la justice électorale a exigé un traitement égal des deux candidatures. Meta a admis des problèmes techniques, mais a nié avoir favorisé un candidat. Le 10 novembre, le Tribunal supérieur électoral a condamné l'entreprise à une amende de 7,5 millions de réaux (environ 1,2 million d'euros) pour n'avoir que partiellement respecté ses injonctions, notamment en fournissant des informations incomplètes ou tardives, sans établir de favoritisme délibéré envers Flávio Bolsonaro.

Ce sujet faisait débat bien avant cette présidentielle. En août 2024, la justice brésilienne avait déjà demandé la suspension de l'accès à X parce que la plateforme refusait d'appliquer ses décisions et de nommer un représentant légal au Brésil. Les procédures concernaient des comptes bolsonaristes accusés de diffuser de fausses informations et de menacer des responsables publics. Elon Musk avait dénoncé une censure. En janvier 2025, Mark Zuckerberg annonçait à son tour vouloir travailler avec l'administration états-unienne pour combattre les restrictions imposées à l'étranger aux entreprises états-uniennes, en dénonçant particulièrement ce qu'il avait appelé des « tribunaux secrets » en Amérique latine. Washington relayait ainsi la défense des intérêts des plateformes dans sa politique étrangère.

Puis, les Bolsonaro ont activement contribué à cette convergence. Eduardo, l'un des fils de l'ancien président, avait sollicité des sanctions états-uniennes contre Alexandre de Moraes, juge chargé des procédures visant son père comme des décisions concernant X. En juillet 2025, le gouvernement états-unien a révoqué le visa du juge Moraes et de ses proches, puis l'a sanctionné au titre du dispositif Global Magnitsky. Cette pression était également commerciale, Donald Trump ayant annoncé des droits de douane atteignant 50 % sur certains produits brésiliens en invoquant les poursuites contre Jair Bolsonaro et les mesures visant les plateformes. Le retrait des sanctions contre Moraes en décembre 2025 n'a pas mis fin à ces tensions. De nouveaux droits de douane, fondés sur une enquête commerciale, ont été annoncés en juillet 2026.

Enfin, pendant la campagne, la proximité entre l'administration Trump et les Bolsonaro s'affichait dans les rencontres de Flávio avec des responsables états-uniens. Donald Trump avait lui-même salué sa première place au premier tour comme une « grande victoire ». Au-delà de ces marques publiques de soutien, une enquête de Reuters, publiée le 24 octobre, décrivait des initiatives menées au sein du Département d'État pour favoriser le retour des Bolsonaro au pouvoir. Selon dix fonctionnaires et anciens fonctionnaires états-uniens, deux responsables avaient notamment œuvré à l'adoption de sanctions destinées à affaiblir Lula et à favoriser ses adversaires. L'agence n'a toutefois pas pu déterminer dans quelle mesure ils agissaient sur instruction de la Maison-Blanche. Après le second tour, Donald Trump et Elon Musk ont tous deux alimenté les propos sur la contestation du résultat. Le président états-unien a qualifié l'élection de Lula de « très étrange », tandis que le propriétaire de X a partagé un calcul mettant en doute sa victoire, accompagné du commentaire : « les chiffres ne collent pas ».

Ces pressions ont donné corps à la souveraineté nationale, thème de longue date du discours de Lula. Face à une administration états-unienne qui revendiquait le retour à la doctrine Monroe, il s'agissait de préserver l'indépendance de la justice brésilienne, mais aussi la capacité de l'État à réglementer les entreprises, et la liberté des électeurs de choisir leur gouvernement.

Les ressorts du vote : au-delà des appartenances

La défense de la démocratie et de la souveraineté nationale a fait du vote en faveur de Lula un choix qui dépassait la simple adhésion à sa personne ou à son parti. Pour des électeurs critiques de son gouvernement, il pouvait représenter le choix de préserver les institutions et l'autonomie du pays face à un bolsonarisme étroitement lié à Trump, dont le chef a été condamné pour tentative de coup d'État. Les déclarations de Flávio Bolsonaro après le premier tour ont alimenté cette conviction. Fort des résultats parlementaires, il annonçait vouloir s'appuyer sur le nouveau Congrès pour modifier la Constitution et « redémocratiser » le pays. Ces propos donnaient à la campagne de Lula un argument pour souligner les risques pour la

démocratie d'une victoire bolsonariste et appeler à une mobilisation urgente.

Le vote pour Flávio Bolsonaro ne se réduisait pas davantage à une adhésion au candidat ou au bolsonarisme. Selon une enquête Datafolha, 41 % des électeurs qui envisageaient de voter pour lui citaient le désir de changement ou d'alternance parmi les raisons de leur choix, 31 % le rejet de Lula, du PT ou de la gauche, contre 13 % évoquant des considérations liées aux valeurs, à l'idéologie ou à la démocratie. Si les discours les plus radicaux peuvent nourrir la visibilité de l'extrême droite en ligne et contribuer à banaliser ses idées, son audience électorale s'élargit aussi grâce à des promesses plus consensuelles, à commencer par celle de l'alternance au pouvoir.

Du côté de Lula, la protection sociale constituait la première motivation déclarée citée par 48 % de ses électeurs dans la même enquête. Sa campagne, plus sociale, proposait des mesures concrètes, aux effets directs sur la vie quotidienne. Soutenue par le président, la fin du régime « 6×1 », soit six jours de travail pour un jour de repos, répondait à une revendication ancienne de réduction du temps de travail. Promulguée le 16 octobre, la réforme prévoit le passage progressif de 44 à 40 heures hebdomadaires, sans diminution de salaire, ainsi que deux jours de repos. Longtemps présentée par ses opposants comme une menace pour l'économie, elle a finalement recueilli une très large majorité. Flávio, après avoir critiqué le projet, a voté à distance en sa faveur.

Lula a aussi promulgué une réforme du statut des micro-entrepreneurs individuels (MEI), prévoyant notamment le relèvement du plafond de chiffre d'affaires et l'effacement de dettes de cotisations sociales à partir de 2027. Ces mesures pouvaient trouver un écho auprès des classes populaires travaillant à leur compte, alors que le discours de Lula, traditionnellement attaché au syndicalisme et aux travailleurs du secteur formel, leur parlait moins directement.

Enfin, l'annonce de l'interdiction des paris en ligne constituait un autre point fort de cette campagne sociale, répondant aux problèmes d'endettement et de dépendance très débattus dans la société brésilienne. En revenant sur une activité qu'il avait lui-même réglementée, Lula affrontait un secteur puissant, très visible et devenu un financeur majeur du football, au point que des dirigeants de clubs ont envisagé de suspendre le championnat national en réaction à cette interdiction.

Les formes de participation : dans la rue, en ligne et jusqu'aux urnes

Ces combats politiques ont mobilisé de nombreux soutiens dans les rues, autour des mesures défendues par Lula et de sa réélection. Les rassemblements ont attiré des foules à São Paulo, à Rio et dans des dizaines d'autres villes. Pour le rassemblement de clôture à São Paulo, le Parti des travailleurs avançait le chiffre de « plus de 2 millions » de participants, sans comptage indépendant ; à Copacabana, la municipalité de Rio estimait la participation à 1,1 million de personnes. Cette mobilisation a contribué à modifier le climat politique, en renforçant la confiance des électeurs enclins à voter pour le PT et en réduisant leur sentiment d'isolement.

La campagne de Flávio Bolsonaro a également investi la rue, prolongeant une tradition de mobilisation du mouvement, mais à une échelle bien moindre et sans toujours en tirer une publicité favorable. Lors d'un rassemblement à São Paulo, des participants portaient un missile gonflable sur lequel figurait l'inscription « Trump, nuke Brazil », littéralement « Trump, bombarde le Brésil à l'arme nucléaire ». Même envisagé comme une provocation, ce slogan contrastait avec le patriotisme revendiqué par le mouvement. À Rio, lors du dernier rassemblement de Flávio Bolsonaro, une vidéo où un militant conduit un homme noir enchaîné a déclenché une enquête pour racisme.

La campagne de Lula reposait aussi sur une organisation numérique, en particulier sur le canal WhatsApp « Armée de Lula », animé par le député André Janones. Ce canal a vu ses abonnés passer de 50 000 après le premier tour à plus de 10 millions à la veille du second. Il visait à mobiliser les électeurs déjà convaincus pour atteindre les indécis et les abstentionnistes. Il diffusait des consignes concrètes, parmi lesquelles : relayer, à des moments choisis, les messages prioritaires de la campagne, intervenir sur les réseaux sans répondre à l'extrême droite, afficher publiquement son soutien à Lula et participer aux rassemblements. Cette stratégie est déjà reprise à l'international, notamment en France. Des chercheurs, des médias et Lula lui-même voient dans ce canal l'un des facteurs de sa remontée au second tour. Il reste toutefois difficile d'isoler son effet réel sur le scrutin de celui des propositions sociales, des mobilisations de rue et des autres initiatives qui ont porté la campagne.

Il fallait encore mener ces engagements jusqu'aux urnes, malgré l'abstention volontaire et les obstacles matériels au vote. Les appels de Lula aux personnes âgées ont été relayés par des jeunes qui encourageaient et accompagnaient leurs proches. La situation politique a aussi poussé des électeurs éloignés de leur domicile électoral à faire le déplacement, malgré les contraintes matérielles. Entre les deux tours, près de 3 millions d'électeurs supplémentaires ont voté et les bulletins blancs et nuls ont diminué de plus de 1,8 million ; Lula a gagné 10,38 millions de voix, contre 3,72 millions pour Flávio Bolsonaro.

Enfin, si la figure de Lula reste extrêmement forte, le vote en sa faveur ne se réduit pas à une adhésion personnelle ; une partie de la société a voté pour lui afin de faire barrage à l'extrême droite, malgré des réticences à son égard. De même qu'en 2018 le rejet du PT et de la corruption avait pu rendre acceptable le vote pour Bolsonaro sans adhésion à l'ensemble de ses positions ; la défense de la démocratie et de la souveraineté nationale permettait, en 2026, de voter pour Lula sans pour autant souscrire à l'ensemble de ses politiques.

Une victoire qui ne désarme pas le bolsonarisme

Le résultat de la présidentielle ne suffit toutefois pas à rendre compte du rapport de force issu du scrutin. Si la victoire de Lula a empêché le retour du bolsonarisme à la présidence, elle ne lui a pas ôté les moyens de fragiliser la démocratie. Le mouvement agit dans les institutions comme en dehors d'elles, par ses élus et ses réseaux militants, économiques, médiatiques et religieux. Il conteste les résultats, présente des poursuites judiciaires pour des faits de droit commun comme des persécutions politiques et prolonge la confrontation après la défaite.

La lettre que Flávio Bolsonaro a fait circuler le 28 octobre en donne la mesure. Il s'y proclame « le véritable président élu du Brésil », allègue une fraude sans produire de preuve, présente son départ pour les États-Unis comme une fuite devant la « persécution » et demande aux acteurs étrangers de « ne pas normaliser » ce qui se passe au Brésil, en remerciant Donald Trump et Javier Milei. Pour légitimer son opposition depuis l'étranger, il invoque même l'exemple de Charles de Gaulle dirigeant la France libre depuis Londres. Le texte portait les armoiries de 1889 et la mention « Estados Unidos do Brazil », nom du pays jusqu'à la fin des années 1960 ; et a été remplacé en moins d'une heure par une version aux armoiries actuelles, où le sénateur ne se dit plus « président élu » mais « leader ». Si cette lettre manifeste la tentation antidémocratique du bolsonarisme, son remaniement montre la faiblesse de ses velléités putschistes. À ce stade, les fidèles les plus fanatiques du clan contestent le verdict des urnes bien plus que le reste de la droite. Reste à savoir si cette défaite redonnera sa place à une droite modérée très affaiblie ou si le bolsonarisme se renouvellera, avec ou sans les Bolsonaro.

La défaite présidentielle masque pourtant d'importantes victoires territoriales et parlementaires. Le Parti libéral des Bolsonaro disposera de 121 députés sur 513 et de 28 sénateurs sur 81, ce qui en fait le premier parti dans les deux chambres. Au-delà de ce parti, la droite réunira la grande majorité au Congrès. De surcroît, 17 des 27 gouverneurs élus avaient soutenu Flávio Bolsonaro.

Lula devra donc construire des accords avec l'ensemble hétérogène de partis de droite et de centre droit qui négocient leur soutien sans appartenir durablement à un même camp. Cela n'a rien de nouveau, car ses précédents gouvernements reposaient déjà sur des coalitions. Le prochain mandat est aussi fragilisé parce que les institutions qui encadrent ces négociations sont affaiblies, à commencer par la Cour suprême. Comme l'ont montré Sylvia Brunet et Rafael Valim dans les colonnes du Rubicon, la condamnation du projet de coup d'État marque une résistance de l'État de droit. La Cour suprême a beau avoir contribué à protéger l'ordre constitutionnel, sa légitimité est, elle aussi, contestée.

Les attaques bolsonaristes et les sanctions états-uniennes ont fait de ses juges des cibles, Alexandre de Moraes en tête. La Cour est aussi critiquée pour des raisons moins partisanes, notamment pour son fonctionnement jugé insuffisamment collégial, mais aussi pour ce que certains qualifient de judiciarisation croissante de la vie publique ou d'activisme judiciaire. Un juge peut prendre seul des décisions aux conséquences politiques considérables, parfois avant qu'un examen collégial puisse intervenir, comme la prolongation du vote accordée par Cristiano Zanin le jour du second tour. L'affaire *Banco Master* sur les relations entre des membres de la Cour, leur entourage et des intérêts privés alimente les interrogations sur leur indépendance et fragilise la confiance citoyenne dans l'institution. Les critiques fondées sur les pratiques judiciaires sont reprises par une entreprise de délégitimation plus générale, tandis que la polarisation rend plus difficile leur examen sans prendre parti.

Les risques de déstabilisation ne se limitent toutefois pas au terrain institutionnel. Dès le lendemain des élections, des bolsonaristes, dont des élus, appelaient à licencier les salariés supposés avoir voté pour Lula, tandis que le ministère public du Travail (MPT) enregistrait un nombre record de signalements de harcèlement électoral, en forte hausse après le second tour. Des listes de commerces et de services à boycotter ont circulé sur les réseaux sociaux, invitant les bolsonaristes à cesser leurs relations économiques avec les électeurs supposés de Lula, dans une logique du « nous » contre « eux ». Les tensions touchent aussi le secteur financier. Dès août 2025, des personnalités bolsonaristes avaient appelé les clients du Banco do Brasil, l'une des principales banques du pays, contrôlée par l'État fédéral, à retirer leur argent. Le 12 novembre 2026, la présidente de la banque a dénoncé le refus de certains moyens et grands producteurs agricoles de rembourser ou de renégocier leurs dettes malgré, selon elle, leur capacité financière et des récoltes record en 2025 et 2026, évoquant le caractère intentionnel de ces défauts de paiement, ce que les organisations du secteur contestent.

La mobilisation populaire n'efface pas ces contraintes, mais elle peut peser sur les négociations du gouvernement. L'adoption de la fin du « 6×1 » l'illustre. Cette revendication ne disposait pas, au départ, d'une majorité au Congrès. La pression populaire a pu aider à convaincre des parlementaires de différents camps, y compris certains de ses opposants. La composition du Congrès ne décide donc pas de tout, même si elle limite les marges de manœuvre du gouvernement.

*

* *

La progression de l'extrême droite n'a rien d'inéluctable. La réélection de Lula vient le rappeler.

Au Brésil, pays dont les eaux et les forêts portent une part de l'avenir de la planète et dont les réserves de terres rares attisent les convoitises dans la course aux nouvelles technologies ; la démocratie a tenu bon. Elle a condamné son ancien président pour tentative de coup d'État et fait respecter le verdict des urnes. Le soutien de Washington et de puissants intérêts économiques n'a pas suffi à ramener l'extrême droite à la présidence. Pour lui faire barrage, il a fallu réunir des électeurs qui ne partageaient pas

les mêmes positions politiques, mais à qui la défense des politiques sociales, de la démocratie et de la souveraineté nationale a donné des raisons d'agir ensemble.

Cette résistance démocratique est réelle, mais l'État de droit qui l'a rendue possible reste à défendre. Le bolsonarisme demeure ancré dans la société et les institutions, et ceux qui lui ont fait face ont leurs propres fragilités. Les unes tiennent au contexte : Lula devra gouverner avec un Congrès où il est minoritaire, dans un pays où la défiance envers les institutions est exacerbée. Les autres révèlent les limites de son propre camp : le rejet du PT et de la figure de Lula reste profond, et une grande partie de la société aspire à l'alternance. Or la gauche, qui tarde à préparer l'après-Lula, peine à renouveler ses figures comme ses idées et demeure en décalage avec les aspirations des nouvelles classes populaires. La droite modérée peine, elle aussi, à proposer une voie politique distincte, le bolsonarisme ayant largement capté l'espace qu'elle occupait traditionnellement.

À ces difficultés du paysage politique s'ajoutent des menaces d'une autre nature. Les mois qui ont suivi la défaite de Jair Bolsonaro en 2022 montrent pourquoi une victoire électorale ne suffit pas à mettre la démocratie à l'abri : le 8 janvier 2023, les sièges des trois pouvoirs étaient saccagés. Aujourd'hui encore, à la Chambre des députés, des élus évoquent la possibilité de procédures de destitution contre Lula ; au Sénat, l'opposition entend relancer les initiatives visant le juge Alexandre de Moraes. La démocratie brésilienne peut ainsi être ébranlée aussi bien par ceux qui cherchent à rompre avec ses institutions que par ceux qui les retournent contre elle.

La réélection de Lula n'efface pas davantage la menace, mais elle montre qu'une démocratie affaiblie peut encore lui faire obstacle.

Crédit photo : Lula Oficial/Wikicommons

•— ••— — • ••— •—• •••

Júlia Castro John

Júlia Castro John est doctorante au Centre Thucydide de l'Université Paris-Panthéon-Assas et chercheuse invitée au Refugee Studies Centre de l'Université d'Oxford. Elle a auparavant exercé comme avocate au Brésil et au Portugal.

Comment citer cette publication

Júlia Castro John, « Brésil : la réélection de Lula, une résistance démocratique réelle mais fragile », *Le Rubicon*, vol. 6, 20 novembre 2026 [https://lerubicon.org/bresil-la-reelection-de-lula-une-resistance-democratique-reelle-mais-fragile/].